La démobilisation et le retour des soldats et prisonniers alsaciens-lorrains au sortir de la guerre

The demobilization and return to Alsace-Lorraine of soldiers and prisoners after World War I

Die Entlassung und Rückkehr der Soldaten und Gefangenen aus Elsass-Lothringen nach dem Ende des Krieges

Raphaël Georges

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3451>

DOI : 10.4000/alsace.3451

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 91-106

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Raphaël Georges, « La démobilisation et le retour des soldats et prisonniers alsaciens-lorrains au sortir de la guerre », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3451> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3451>

La démobilisation et le retour des soldats et prisonniers alsaciens-lorrains au sortir de la guerre

Raphaël Georges

91

L'Alsace-Lorraine connaît à la fin de la guerre d'importants mouvements de population, parmi lesquels on retient souvent l'entrée des troupes françaises et le départ des civils allemands, deux manifestations du rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France. La première continue d'être commémorée tandis que la seconde est passée à la postérité à travers les dessins satiriques de Hansi. Ces flux, hautement symboliques d'un point de vue national, ne sont cependant pas les seuls à traverser l'Alsace-Lorraine ou à y converger à la fin de l'année 1918. Ils s'accompagnent de la retraite des troupes allemandes au-delà du Rhin, du retour des réfugiés et des proscrits alsaciens-lorrains ainsi que, surtout, de celui des soldats démobilisés ou libérés de captivité, tout aussi impatients de regagner leurs foyers. Leur démobilisation représente un épisode marquant de la fin de la guerre, non seulement pour chaque famille alsacienne-lorraine – à cette échelle chaque retour est un événement en soi – mais aussi pour la société entière, en raison du nombre élevé d'hommes concernés, que l'on peut évaluer à environ 225 000, de l'inquiétude qu'il suscite auprès des autorités françaises fraîchement installées et, par conséquent, des mesures prises pour l'encadrer¹. En effet, l'arrivée d'hommes revêtus de l'uniforme allemand dans une province parée de toutes parts des couleurs tricolores constitue une situation peu anodine. Elle vient compliquer le

1. Nous reprenons ici certaines conclusions et développements issus de notre thèse de doctorat, à laquelle nous renvoyons pour de plus amples détails et pour les aspects qui seront éludés ici, notamment le retour des prisonniers des camps des pays de l'Entente et des blessés de guerre.

défi ambitieux des autorités qui vise à rétablir rapidement l'ordre dans cette société tout juste sortie de quarante-sept années de germanisation, de quatre années de guerre et de quelques semaines de vacance du pouvoir mêlée, dans les villes, à une courte expérience de soviets organisés sur le modèle russe. La méfiance est grande devant tout risque de résurgence révolutionnaire ou d'agitation anti-française, que des Allemands ou des Alsaciens-Lorrains mal intentionnés pourraient être tentés de provoquer au sein de la population. Dans ce cadre, comment les autorités françaises entreprennent-elles de gérer cet afflux d'hommes ? Nous tenterons de répondre à cette question après avoir précisé au préalable les modalités de leur retour.

Le retour rapide et désorganisé des soldats alsaciens-lorrains de l'armée allemande

À partir de l'été 1918, en raison des revers subis sur les champs de bataille et de la baisse de moral qu'ils impliquent dans les troupes, l'armée allemande fait face à une recrudescence d'actes d'insubordination et de désertion². Les Alsaciens-Lorrains ne sont pas en reste, d'autant plus qu'ils savent depuis la déclaration du président Wilson en janvier 1918 qu'une issue défavorable à l'Allemagne signerait le retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Aussi, dans les semaines qui précèdent l'armistice, le nombre de déserteurs augmente quotidiennement. Beaucoup profitent d'une permission – celles-ci sont paradoxalement octroyées plus généreusement³ – pour ne plus rejoindre leur unité et attendre patiemment la fin de la guerre. D'autres, à la faveur des mouvements de

2. Christoph JAHR, *Gewöhnliche Soldaten. Desertion und Deserteure in deutschen und britischen Heer (1914-1918)*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1998, p. 161-167, 278 ; Alan KRAMER, « Wackes at war. Alsace-Lorraine and the Failure of German National Mobilization, 1914-1918 », in John HORNE (éd.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 118-119 ; Christian BAECHLER, *L'Allemagne et les Allemands en guerre 1914-1918*, Paris, Hermann, 2016, p. 437-443.

3. Service historique de la Défense (SHD), 7 N 1593. D'après une information parue dans la *Strassburger Post* du 21 juillet 1918, traduite et transmise par l'attaché militaire de l'ambassade française de Berne au 2^e Bureau de l'État-major de l'armée au ministère de la Guerre, le régime spécial de permissions des Alsaciens-Lorrains est supprimé pour devenir le même que les autres soldats allemands. Voir aussi Alan KRAMER, « Wackes at War. Alsace-Lorraine and the Failure of German National Mobilization, 1914-1918 », art. cit., p. 119.

troupes refluant du front français en direction de l'est, s'échappent quand une opportunité se présente, par exemple au moment de passer à proximité de leur province. Avec la diffusion du mouvement révolutionnaire à partir d'octobre, ce pari est encore moins risqué et le nombre d'hommes qui le relèvent croît encore. Certains civils sont témoins de ces retours inopinés et les consignent dans leurs carnets, à l'exemple de l'artisan et artiste alsacien Charles Spindler qui note, le 13 octobre 1918 :

Les permissionnaires se refusent à reprendre le chemin du front, mais, comme les gendarmes ne leur permettent pas de rester au village, ils s'embusquent dans les gares du parcours, font la navette entre deux villes et contribuent à augmenter l'encombrement et le désarroi⁴.

Toutefois, le véritable mouvement de retour est engagé dans les jours qui suivent l'annonce de l'armistice. Là encore, une partie des Alsaciens-Lorrains se sent désormais libre de toute obligation et entreprend de rentrer de son propre chef, dans la veine du mouvement d'autodémobilisation qui s'observe à l'échelle de l'armée entière⁵. Des ordres venus du haut État-major ne tardent pas à conférer un caractère officiel à leur retour. Le 15 novembre est publiée une circulaire du ministre de la Guerre Heinrich Scheuch relative à la démobilisation à venir, qui annonce la libération immédiate des Alsaciens-Lorrains, à l'exception de ceux qui souhaitent continuer volontairement leur engagement⁶. Cependant, la mesure paraît diversement appliquée. Pour des raisons logistiques et pratiques, sa mise en œuvre n'est sans doute pas toujours possible, dans un contexte de troubles révolutionnaires, d'encombrement des transports et alors qu'il n'est pas possible de les doter de ce qu'ils réclament de droit à l'armée, à savoir une prime de démobilisation, un vêtement civil, une prime de route, et aussi le rappel de solde non perçu. Beaucoup préfèrent ou se voient contraints d'attendre une démobilisation en règle, seule garantie de recouvrer leur dû, et suivent donc leur régiment jusqu'en Allemagne, participant ainsi au repli général. Il faut d'ailleurs attendre jusqu'au 22 novembre pour

4. Charles SPINDLER, *L'Alsace pendant la guerre. 1914-1918*, Nancy, éd. Place Stanislas, 2008 (1^{re} édition en 1925), p. 747.

5. Richard BESSEL, *Germany after the First World War*, Oxford, Clarendon Press, 1993, p. 46.

6. « Les Alsaciens-Lorrains, qui ne souhaitent pas poursuivre leur service volontairement, sont libérés immédiatement » (« *Leute aus Elsass-Lothringen, die nicht freiwillig weiter dienen wollen, sind sofort zu entlassen* »), circulaire reproduite dans les *Strassburger Neueste Nachrichten*, le 16 novembre 1918.

connaître les modalités fixées par le nouveau gouvernement concernant le montant de la prime de libération et les autres avantages du démobilisé⁷. Pour toutes ces raisons, le mouvement de retour des soldats alsaciens-lorrains est échelonné et progressif plus que massif et précipité, même s'il se caractérise par une relative rapidité en comparaison avec leurs pairs allemands ou leurs futurs concitoyens français. En effet, la grande majorité rentre entre novembre 1918 et janvier 1919. Les retours postérieurs s'expliquent surtout par des difficultés inhérentes à l'éloignement et l'obligation d'attendre un rapatriement de la troupe entière, quand celle-ci se trouve sur des fronts orientaux, ou par des choix personnels, quand certains décident de poursuivre la lutte dans les forces révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, aux côtés de leurs camarades allemands. Parfois, sous l'effet de rumeurs selon lesquelles les Français emploieraient par exemple les Alsaciens-Lorrains à des travaux forcés de reconstruction dans les régions dévastées du Nord, d'autres hésitent plus ou moins longuement à rentrer⁸. De fait, le souci de l'accueil que leur réservent les troupes françaises est partagé par le plus grand nombre, du moins ceux qui rentrent après la pénétration des Français en Alsace-Lorraine.

Le contrôle des démobilisés par les autorités françaises

L'arrivée subite et rapide des soldats venus de l'armée allemande n'était pas anticipée par l'État-major français ni par les différents services nés pendant la guerre en vue de préparer le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, à l'instar de la Conférence d'Alsace-Lorraine⁹. Or, il ne paraît pas envisageable de les laisser entrer et circuler librement pour une raison simple : rien ne les distingue d'éventuels soldats allemands susceptibles de

7. L'arrêté publié le 22 novembre fixe la prime de libération à 50 marks, la prime de route à 15 marks et l'attribution d'un habit civil (Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), 121 AL 326, copie de l'arrêté paru dans l'« *ArmeeVerordnungsblatt* »).

8. ADBR, 121 AL 384, note du sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, du 6 décembre 1918.

9. À l'occasion de leurs différentes sessions de travail pendant la guerre, ces organisations s'emploient surtout à préparer le cadre administratif et juridique à appliquer en Alsace-Lorraine en cas de victoire française et donc de rattachement des « provinces perdues » à la France. Pour toutes ces questions, se reporter à Joseph SCHMAUCH, *Réintégrer les départements annexés. Le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine 1914-1919*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Jean-Noël Grandhomme, Université de Lorraine, Nancy, 2016.

venir semer le trouble et nuire aux intérêts de la France. C'est pourquoi, au fur et à mesure de la progression française en terre alsacienne-lorraine, les *Feldgrauen* rencontrés en sens inverse, sur le point de gagner leurs domiciles, sont interceptés, contrôlés et libérés uniquement après la vérification de leur identité et l'octroi d'un laissez-passer. Un ordre signé par le général Hirschauer le 20 novembre leur impose en outre de quitter rapidement l'uniforme allemand, mais cela se révèle assez vite illusoire. En effet, dans un contexte de pénuries généralisées, y compris en matières textiles, et faute de moyens suffisants, beaucoup de soldats n'ont pas d'autres vêtements chauds que leur habit militaire à porter en cette période hivernale. Compréhensif de cette situation, l'État-major français reporte à deux reprises le terme prévu initialement le 15 décembre, jusqu'au 1^{er} février 1919. Enfin, le contrôle effectif de l'ensemble du territoire par l'armée française à partir du 22 novembre permet de bloquer chacun de ses points d'entrée, les ponts comme les gares, et de filtrer toutes les allées et venues. Les Alsaciens-Lorrains démobilisés sont désormais systématiquement arrêtés à la frontière, par exemple en avant du pont de Kehl, et retenus le temps que des interrogatoires puis des vérifications d'identité et de loyauté soient menés à leur sujet, ce qui peut durer quelques jours. Pour cette raison, on aménage des centres de triage dans des casernes militaires ou des établissements scolaires permettant de les accueillir, notamment à Metz, Haguenau, Strasbourg, Schlestadt (Sélestat), Neuf-Brisach, Bantzenheim, Dornach et Saint-Louis. Le principal d'entre eux, établi dans la caserne Sainte-Marguerite à Strasbourg, sert aux autres de modèle en raison de son organisation¹⁰.

Parmi les démobilisés qui y transitent, les moins inquiétés, c'est-à-dire ceux pour qui le séjour est le plus court, sont les hommes nés de parents alsaciens-lorrains qui n'ont pas manifesté d'ardeur patriotique particulière au cours de la guerre. À l'inverse, cela se complique pour les hommes nés d'une union mixte, dont l'un des parents est allemand, ainsi que pour les Allemands établis en Alsace-Lorraine où ils ont épousé une Alsacienne ou une Lorraine, de même que pour les gradés et les soldats décorés, dont les états de service jouent en leur défaveur. Après enquête, les uns sont munis d'une fiche d'identité et libérés, tandis que les autres, s'ils sont jugés suspects de sympathies marquées pour l'Allemagne, sont transférés au dépôt de Gerzat-Chagnat dans le Puy-de-Dôme. Il n'est

10. La caserne est rebaptisée Ganeval après la guerre, du nom d'un général français.

pas question d'expulser ces hommes hors du territoire national avant les conclusions du traité de paix, mais plutôt de les constituer en prisonniers de guerre.

De leur côté, les Alsaciens-Lorrains rentrés avant l'arrivée des Français, qui ont échappé aux contrôles à la frontière, ne sont pas complètement oubliés. S'il paraît difficile de les convoquer au centre de triage, la distribution des fiches d'identité dont il faut être muni pour tout déplacement dans la zone des armées offre l'occasion de les identifier et, au besoin, de mener les suspects au centre de triage le plus proche, antichambre de la commission de triage qui examinera ensuite leur cas. À cet égard, les officiers sont particulièrement visés¹¹, en témoigne l'exemple de Félix Waag, officier décoré de la croix de fer 1^{re} classe. Il se trouve à son domicile à Sarreguemines quand intervient l'armistice et, peu après l'arrivée des premiers Français dans la localité, on le cherche pour le conduire en détention provisoire. Celle-ci dure plusieurs jours, le temps d'approfondir l'enquête de nationalité et de loyauté. Il finit par en sortir libre, mais demeure longtemps agacé, comme le révèle son témoignage tardif¹².

D'une façon générale, ce ralentissement imposé à leur retour et la suspicion avec laquelle ils sont accueillis au seuil de leur région natale sont trop peu documentés pour que l'on puisse se faire une idée du sentiment qui s'en dégage parmi les soldats. La plupart des témoignages s'achèvent avec l'armistice et éludent ce qui concerne le retour, ou bien le résument en quelques lignes. Certains retiennent de la rencontre avec les Français le pain blanc et le vin¹³, tandis que d'autres sont plus discrets et témoignent

11. Un arrêté du 26 décembre 1918 du général Hirschauer prescrit à tous les anciens officiers de l'armée allemande de se présenter au major de la garnison du gouvernement militaire de Strasbourg. SHD, 19 N 673, arrêté du gouvernement militaire de la place de Strasbourg, le 26 décembre 1918.

12. Félix WAAG, *Les deux Félix. 1914-1918 vu par un combattant d'Alsace-Lorraine*, Colmar, Do Bentzinger, 2003, p. 55-56.

13. C'est le cas notamment dans les souvenirs tardifs de Paul HELMLINGER, *Odyssée prussienne. Souvenirs 1914-1918*, Ribeauvillé (publié à compte d'auteur), 1984, p. 133, et Achille WALCH, *1914, un destin alsacien*, Neuilly, Atlande, 2016, p. 198-199.

d'une franche amertume¹⁴. La différence tient autant au contexte de production que, sans doute, à la catégorie à laquelle ils se rattachent et, par conséquent, à la durée de séjour au centre de triage.

Dans un premier temps, les soldats alsaciens-lorrains revenus de leur service dans l'armée allemande sont donc identifiés et contrôlés puis, pour l'essentiel, laissés libres de rentrer chez eux. Une décision du sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, Jules Jeanneney, chef du service général d'Alsace-Lorraine à Paris (rattaché à la présidence du Conseil), vient bientôt encadrer cette liberté dans un régime particulier. En effet, par un arrêté du 6 décembre, il prévoit de les soumettre au contrôle de l'autorité militaire jusqu'à la date de la démobilisation officielle de la classe d'âge à laquelle ils appartiendraient dans l'armée française. Considérés dès lors comme des soldats « en détachement » à domicile, ils sont tenus de s'enregistrer au bureau de gendarmerie locale. Ils doivent y déclarer à la fois leur adresse et leur activité professionnelle, puis sont incités à renouveler l'opération tous les trois mois jusqu'au terme ainsi prévu. Cette mesure permet non seulement de garder cette population masculine et potentiellement oisive sous contrôle, mais également de réguler un chômage conjoncturel depuis novembre 1918. En effet, les anciens soldats incapables de justifier de la reprise d'une activité professionnelle sont théoriquement engagés dans des compagnies de travailleurs encadrées par l'armée, afin d'effectuer divers travaux publics, notamment dans les localités alsaciennes sinistrées en raison de leur proximité avec l'ancienne ligne de front.

Relevons, pour finir, certaines évolutions dans l'attention portée aux Alsaciens-Lorrains dont un des parents ou les deux sont Allemands. Confrontés à l'importance numérique qu'ils représentent et, par conséquent, aux réalités complexes de la démographie alsacienne-lorraine, certains cadres de l'armée émettent des réserves sur la manière de les traiter. Par exemple, le discriminant national, fondé depuis la guerre

14. Voir par exemple dans Jean LECHNER, « Journal de la guerre 14/18 », in *Alsace Lorraine : histoires d'une tragédie oubliée*, Paris, Séguier, 2004, p. 165 ; Marie KUHLMANN, *Dans l'armée du Kaiser. Carnet de guerre d'un Alsacien 1914-1920*, Munster, Degorce, 2017, p. 134.

sur les origines et les sentiments français des intéressés¹⁵, ne satisfait pas complètement le général de Maud'huy, gouverneur militaire de Metz, qui se préoccupe du cas des Allemands qui ont épousé des Alsaciennes-Lorraines. En janvier 1919, alors que l'on se prépare à voir arriver une nouvelle vague de soldats, consécutive à la démobilisation progressive de l'armée allemande, il s'adresse au haut commandement des armées alliées, dont les troupes occupent désormais la Rhénanie, pour lui demander de ne pas classer systématiquement parmi les suspects les Allemands mariés à des Lorraines :

J'estime que nous devons nous assimiler ces familles, par suite il serait bon de faire aux Allemands mariés à des Lorraines un sort à part, en ne les traitant plus en ennemis. Leur retour au foyer permettrait souvent à leur femme de sortir de la misère¹⁶.

Le général se montre pragmatique, préoccupé par les difficultés dans lesquelles sont plongées beaucoup de familles dans l'attente du retour des hommes, et songe déjà à un enjeu plus large, celui de l'assimilation d'une population à la composition sociale plus complexe que ne le laissent croire la littérature française et les cercles d'Alsaciens-Lorrains en France avant 1918.

La libération des prisonniers des camps spéciaux français et des engagés volontaires : un enjeu politique d'assimilation

Le général de Maud'huy n'est pas le seul à se préoccuper de l'assimilation de la population d'Alsace-Lorraine. Au contraire, il s'agit pour tous d'un enjeu crucial dès les premiers temps de la sortie de guerre. L'objectif de l'adhésion rapide des « désannexés » à la cause française, donc à la nation, s'inscrit en toile de fond de bon nombre de politiques

15. Ces critères ont notamment été employés pour distinguer les Alsaciens-Lorrains des prisonniers de guerre allemands, afin de les en séparer pour leur offrir des conditions de détention privilégiées. Voir Jean-Noël et Francis GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2013, p. 176.

16. SHD, 16 N 200, le général de Maud'huy, gouverneur militaire de Metz, au Maréchal de France, commandant en chef des armées alliées, le 30 janvier 1919.

menées immédiatement dans les territoires recouvrés, qu'il s'agisse du ravitaillement, du taux de change favorable ou encore des programmes d'enseignement. Il détermine également en grande partie la libération anticipée des prisonniers de guerre internés dans les dépôts spéciaux pour Alsaciens-Lorrains de Lourdes, Paris et Saint-Rambert¹⁷, ainsi que le rapatriement puis la libération des volontaires ayant contracté un engagement pour la durée de la guerre dans l'armée française¹⁸.

En effet, passées les effusions de joie caractéristiques des premiers temps de la rencontre, l'incompréhension domine largement les relations entre la population civile et les troupes françaises, en grande partie due à la barrière linguistique¹⁹. Comme il s'agit de s'attacher le cœur des Alsaciens-Lorrains, la France doit pouvoir compter sur des relais capables de développer un élan patriotique large. En cela, il n'est pas possible de miser sur les hommes revenant de l'armée allemande. Au contraire, d'ailleurs, les autorités ont plutôt tendance à s'en méfier et à les considérer comme les vecteurs potentiels d'une mauvaise influence, aux accents germaniques ou révolutionnaires. Elles préfèrent donc s'appuyer sur deux catégories d'Alsaciens-Lorrains sur lesquelles la France jouit d'une image normalement plus positive, d'une part les prisonniers de guerre détenus dans les dépôts spéciaux, de l'autre les engagés volontaires, en service en France ou dans ses colonies. Ces deux groupes ont bénéficié de conditions privilégiées pendant la guerre et, par la même occasion, d'une première « francisation » dont l'État-major de l'armée et le Service général d'Alsace-Lorraine espèrent pouvoir recueillir le fruit. L'espoir est grand, en effet, de pouvoir tirer profit de cet investissement consenti en temps de guerre et ainsi compter sur ces hommes pour véhiculer auprès de leur entourage dans les provinces reconquises une image positive de la

17. Parmi les prisonniers allemands, on sépare à partir de 1914 les Alsaciens-Lorrains afin de les faire profiter de conditions de détention privilégiées, au motif de leurs origines françaises, dans des camps spéciaux aménagés dans ces trois villes.

18. La loi du 5 août 1914 permet aux Alsaciens-Lorrains de contracter un engagement volontaire dans l'armée française et, par ce biais, de recouvrer la nationalité française. Au sujet des prisonniers et des engagés volontaires alsaciens-lorrains, se reporter à et Jean-Noël et Francis GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, op. cit., et Joseph SCHMAUCH, *Réintégrer les départements annexés. Le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine 1914-1919*, op. cit.

19. À ce sujet, voir Bruno CABANES, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français*, Paris, Éd. du Seuil, 2004, p. 170-171.

France. Il s'agit aussi, dans le même ordre d'idée, de ne pas faire patienter les familles de ces hommes plus que celles de leurs compatriotes rentrant de l'armée allemande, au risque de s'exposer à des effets inversement dommageables.

Pour ces raisons, la décision de Jeanneney du 6 décembre 1918, déjà évoquée, prévoit le rapatriement « dans le plus court délai²⁰ » des prisonniers de guerre détenus dans les camps spéciaux pour Alsaciens-Lorrains de Lourdes, Saint-Rambert-sur-Loire et Paris. Bien qu'il s'agisse d'un « détachement » et non d'une libération à proprement parler, cette dernière est pourtant implicite et le rapatriement vécu comme tel par les intéressés. Comme les démobilisés de l'armée allemande, ils sont cependant tenus de se placer sous le contrôle de l'autorité militaire locale qui veille à leurs déplacements et leur reprise d'activité. Par la même occasion, cette décision permet de régler le problème de la saturation des dépôts consécutive à l'arrivée des prisonniers libérés progressivement des camps alliés.

Des convois ferroviaires sont donc mis en place, transportant environ 1 000 hommes chacun, à intervalle de six jours, à destination de la ville d'accueil attribuée par dépôt. Ainsi, les prisonniers de Lourdes sont normalement acheminés vers Metz, ceux de Paris vers Strasbourg, tandis que Colmar accueille ceux de Saint-Rambert-sur-Loire, d'où part le premier convoi le 17 décembre 1918. De ce fait, la majorité de ces prisonniers sont rentrés dans leurs foyers avant février, bien qu'il faille encore attendre jusqu'en juin pour qu'ils le soient tous²¹. Seuls les cas isolés d'individus jugés suspects sont

20. Décision n° 2430/C, *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*, Strasbourg, 1918, p. 233.

21. ADBR, 121 AL 358, le chef de bataillon Fontana au commissaire général de la République, le 20 juin 1919. D'après Albert Carré, ces camps auraient rassemblé au total 20 580 prisonniers (parmi lesquels 1 650 auraient contracté un engagement volontaire). Albert CARRÉ, *Les Engagés Volontaires alsaciens-lorrains pendant la guerre*, Paris, Flammarion, 1923, p. 153. Cependant, ce chiffre est à considérer avec précaution pour le flou qui subsiste autour de la réalité qu'il recouvre : comprend-il les seuls Alsaciens-Lorrains bénéficiaires, au cours d'un séjour plus ou moins long, des mesures de faveur propres à ces camps, ou y ajoute-t-il le flot des prisonniers libérés des camps alliés après l'armistice et qui n'y passent qu'une brève période de transit ? De son côté, Georges Delahache mentionne en guise de bilan un chiffre total de « 20 000 Alsaciens-Lorrains [qui] furent rapatriés de France et des pays alliés ». Georges DELAHACHE, *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine*, Paris, Hachette, 1921, 331 p.

transférés en d'autres lieux de détention, tandis que quelques-uns choisissent de s'établir dans les environs de leur dépôt plutôt que de rentrer, généralement après y avoir trouvé une activité ou fondé une famille.

À l'arrivée, les hommes sont dirigés vers une caserne, et la distance qui la sépare de la gare est parcourue à la manière d'un défilé qui attire une foule de personnes venues les accueillir. Ils y cantonnent le temps de régler les formalités de leur détachement renouvelable et d'organiser le transport vers les localités de destination. Une permission de quinze jours leur est ensuite accordée, qui doit être mise à profit, leur conseille-t-on, pour chercher une activité professionnelle. En effet, au terme de la permission, ils sont invités à faire viser leur fiche de détachement à la gendarmerie locale en y justifiant d'un emploi. Cette opération est ensuite renouvelée tous les trois mois jusqu'à la démobilisation de leur classe d'âge dans l'armée française. À défaut de trouver une activité par leurs propres moyens, le texte prévoit de les faire intégrer une « formation militaire de travailleurs, à la disposition de l'administration d'Alsace-Lorraine²² ».

Des motivations semblables président à la libération anticipée des engagés volontaires alsaciens-lorrains, qui intervient un peu plus tard, bien que l'idée émerge dès novembre 1918. Dans un premier temps, suivant le vœu de certaines personnalités alsaciennes francophiles²³ et

22. Décision n° 2430/C du 6 décembre 1918, *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*, Strasbourg, 1918, p. 233.

23. Albert et Jules Scheurer, industriels de la vallée de Thann déjà particulièrement actifs pendant la guerre pour servir la cause alsacienne-lorraine en France, prennent la liberté de s'adresser directement au ministre de la Guerre pour lui suggérer notamment d'intégrer les engagés volontaires aux troupes libératrices de l'Alsace-Lorraine, ainsi que d'envisager un retour rapide des démobilisés de l'armée allemande et de fournir à ces derniers des vêtements civils en échange de leur uniforme allemand au passage de la frontière. Ce dernier vœu ne semble cependant pas avoir eu l'audience espérée (SHD, 6 N 154, télégramme du commandant d'armes de Saint-Amarin au ministre de la Guerre, le 14 novembre 1918). Certains parlementaires français appuient également cette cause, à l'instar du député Vieillard en janvier 1919 (*Journal officiel de la République française, Débats parlementaires, Chambre des députés*, 20 février 1919, p. 778).

du sous-secrétaire d'État Jeanneney²⁴, l'État-major réfléchit à impliquer symboliquement ces bataillons dans la « libération » de l'Alsace-Lorraine. À cette fin, il organise le rapatriement des unités stationnées en Afrique du Nord. Celui-ci est cependant plus long que prévu, car leur remplacement, nécessaire en période d'« effervescence » dans le Sud-Tunisien et le Sud-Marocain, n'est pas aisé²⁵. Arrivés en métropole courant du mois de décembre, ils sont d'abord cantonnés en région parisienne avant d'être dirigés vers leurs provinces natales. Entre-temps, la même mesure de détachement renouvelable est étendue à tous les engagés volontaires le 3 janvier, dans les mêmes conditions que précédemment (c'est-à-dire qu'ils reçoivent une fiche à faire viser auprès de la gendarmerie et doivent pouvoir justifier d'un emploi), assortie cette fois d'une permission préalable de vingt jours. Il s'agit, selon Jeanneney, d'offrir « la récompense morale des sentiments dont ils ont fait preuve en s'engageant dans des corps français, sans s'arrêter à la considération du risque d'être frappés par les Allemands dans leur famille ou dans leurs intérêts²⁶ ». Il ajoute encore que « des considérations politiques de première importance militent dans ce sens. Il est essentiel, dit-il, de donner d'urgence cette satisfaction aux légitimes impatiences de la population d'Alsace et de Lorraine²⁷ ».

24. Selon Jeanneney, la participation des engagés volontaires alsaciens-lorrains à l'occupation des provinces recouvrées aurait l'avantage d'apporter aux corps stationnés un « grand nombre d'intermédiaires et d'interprètes bénévoles qui contribueraient à maintenir les meilleures relations entre la population et les troupes d'occupation » (SHD, 7 N 439, le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil à l'État-major de l'armée, le 12 novembre 1918). De son côté, le général commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est n'y paraît pas pleinement favorable, jugeant la mesure prématurée en cette « période de transition » (SHD, 7 N 439, le général commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est à l'État-major de l'armée, le 19 novembre 1918).

25. SHD, 5 N 212, télégramme du général commandant les troupes d'Afrique du Nord à l'État-major de l'armée, le 19 novembre 1918.

26. SHD, 7 N 1976, le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil à l'État-major de l'armée, 1^{er} Bureau, le 12 décembre 1918.

27. *Ibid.*

Cette décision revient donc à les détacher à domicile avant la date officielle de démobilisation de leur classe d'âge, ce qui représente un privilège de taille par rapport à leurs pairs²⁸. Elle parachève les mesures de rapatriement en cours, entreprises depuis novembre à l'égard des troupes d'Afrique du Nord puis étendues aux unités employées en Indochine.

Au moment où elles prennent possession de l'Alsace-Lorraine, les autorités civiles et militaires ne sont donc pas préparées à accueillir la masse des hommes libérés de l'armée allemande, arrivant de façon aussi inattendue que désorganisée. Suspects, ceux-ci sont contrôlés avec précaution avant d'être autorisés à regagner leur domicile. Cette opération s'inscrit dans le système plus large de triage qui concerne l'ensemble de la population d'Alsace-Lorraine à partir de décembre 1918. À cette fin sont mis en circulation quatre types de cartes d'identité provisoires et organisées des commissions de triage²⁹. Alors qu'il apparaît important pour les autorités de gagner rapidement le cœur des Alsaciens-Lorrains, en vue de leur assimilation, elles s'accordent sur la nécessité de s'appuyer sur des hommes fiables, au loyalisme éprouvé au cours des années précédentes. Les engagés volontaires, élevés en modèles de patriotisme, ainsi que les prisonniers de guerre issus des camps français, voient ainsi leur retour en

28. SHD, 7 N 1976, le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil à l'État-major de l'armée, 1^{er} Bureau, le 12 décembre 1918. Voir aussi ADBR, 121 AL 359, rapport des officiers inspecteurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, du 30 avril 1919. Une note de l'État-major de l'armée du 20 décembre 1918 précise que la mesure s'adresse aux « Alsaciens-Lorrains qui, après engagement au titre de la Légion étrangère ont été réintégrés dans la nationalité française, et incorporés dans des corps de troupe français et qui se trouvent actuellement en service en Afrique du Nord et au Maroc » (SHD, 7 N 1976, note de l'État-major de l'armée du 20 décembre 1918). La mesure est étendue le 5 mars 1919 aux officiers engagés volontaires par le général Ungerer, inspecteur général militaire des Alsaciens-Lorrains (*Bulletin officiel de la Basse-Alsace*, 19 mars 1919). Pour ce qui concerne la démobilisation dans l'armée française, voir le chapitre intitulé « Un prodigieux mouvement d'hommes. La démobilisation des combattants français », in Bruno CABANES, *La victoire endeuillée*, op. cit., p. 277-358.

29. En vue de l'attribution de la nationalité française, la population d'Alsace-Lorraine est classée en quatre catégories (A, B, C, D) en fonction de l'origine des parents. Se reporter à David Allen HARVEY, « Lost Children or Enemy Aliens? Classifying the Population of Alsace after the First World War », *Journal of Contemporary History*, XXXIV, n° 4, 1999, p. 537-554, François UBERFILL, *La société strasbourgeoise entre France et Allemagne (1871-1924)*, Strasbourg, Société savante d'Alsace, « Recherches et documents », t. 67, 2001, p. 216, et Joseph SCHMAUCH, *Réintégrer les départements annexés. Le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine 1914-1919*, op. cit., p. 433-444.

Alsace-Lorraine anticipé grâce, en partie, à la rapide démobilisation de leurs compatriotes de l'armée allemande. L'étude de la sortie de guerre des soldats alsaciens-lorrains signale donc l'importance revêtue par l'assimilation des Alsaciens-Lorrains en tant qu'enjeu politique immédiat, et laisse apparaître une hiérarchisation entre anciens combattants fondée sur leur expérience de guerre, elle-même envisagée comme un marqueur d'identité nationale.

Résumé

La démobilisation et le retour des soldats et prisonniers alsaciens-lorrains au sortir de la guerre

Le « grand tournant » de 1918 (C. Baechler) a été vécu de façon particulièrement sensible par les soldats alsaciens-lorrains. Mobilisés au service de l'Empereur, ils terminent la guerre dans une armée vaincue et en proie à une agitation révolutionnaire sans précédent, avant de retrouver leurs provinces parées des couleurs tricolores. Nous tâcherons d'expliquer dans cet article les caractéristiques propres à leur sortie de guerre. En raison du rattachement programmé de l'Alsace-Lorraine à la France, ils sont démobilisés dès l'hiver 1918, plus tôt que leurs camarades allemands et que les combattants français. Néanmoins, à l'inverse de ces derniers, ce ne sont pas des festivités publiques qui les attendent à leur retour mais un climat de suspicion et des mesures de contrôle. Prises au dépourvu devant leur démobilisation rapide, les autorités françaises entendent s'assurer de la loyauté de chacun de ces hommes. En outre, pour compenser le risque de diffusion d'une influence pro-allemande, elles décident de libérer et rapatrier de façon anticipée les prisonniers alsaciens-lorrains détenus dans les camps de faveur de Saint-Rambert-sur-Loire, Lourdes et Paris, ainsi que les engagés volontaires. On espère alors que ces hommes feront la promotion de la France dans les provinces fraîchement reconquises. Ainsi, cette contribution envisage de démontrer que le retour des soldats alsaciens-lorrains résulte pour une large part de décisions prises hâtivement en fonction des événements et non à la suite d'un plan organisé.

105

Zusammenfassung

Die Entlassung und Rückkehr der Soldaten und Gefangenen aus Elsass-Lothringen nach dem Ende des Krieges

Die „große Wende“ von 1918 (C. Baechler) ist ein einschneidendes Erlebnis für die elsass-lothringischen Soldaten. Eingezogen im Dienst des Kaisers, beenden sie den Krieg in einer besiegten Armee, die von beispiellosen revolutionären Unruhen durchzogen ist und erblicken bei ihrer Rückkehr eine Heimat geschmückt mit den Farben der Trikolore. Wir wollen versuchen die wesentlichen Merkmale ihres Ausscheidens aus dem Kriege in diesen Beitrag zu erläutern. Auf Grund der bevorstehenden Eingliederung von Elsass-Lothringen in die französische Republik,

findet ihre Demobilisierung schon im Winter 1918 statt; früher als ihre deutschen Kameraden und als die französischen Soldaten. Im Gegensatz zu diesen aber erwarten sie keine öffentlichen Feiern sondern ein Klima des Verdachts und strenge Kontrollmaßnahmen. Überrascht von der Schnelle der Entlassung wollen die französischen Behörden sich von der Loyalität dieser Männer versichern. Um das Risiko eine Verbreitung von deutschfreundlichem Einfluss zu unterbinden werden die Gefangenen der Lager von Saint-Rambert-sur-Loire, Lourdes und Paris vorzeitig entlassen, zugleich mit allen Freiwilligen. Man hofft, dass diese Männer Werbung für Frankreich in den wiedererlangten Provinzen machen werden. In diesem Beitrag soll gezeigt werden, dass die Rückkehr der elsass-lothringischen Soldaten das Ergebnis von überwiegend hastig getroffenen Entscheidungen ist und nicht einem durchdachten Plan folgte.

Summary

The demobilization and return to Alsace-Lorraine of soldiers and prisoners after Worl War I

The “1918 decisive turning point” (C. Baechler) has been experienced in a particularly sensitive way by Alsace Lorraine soldiers. They had been drafted in the Emperor’s armed forces and were now ending their military career in an army that had been defeated and was involved in unprecedented revolutionary turbulences before coming back to their native provinces, now covered with three-colour French flags. This article aims at describing the exact conditions in which they came back home after the war. Because of the planned reintegration of Alsace-Lorraine into France they were demobilized in the winter of 1918, earlier than their German or French fellow draftees. However, contrary to what happened to French soldiers, they were not being celebrated publicly but frowned on and controlled distrustfully. Taken aback by this untimely demobilization, the French authorities insisted on ascertaining the loyalty of each of these men. Moreover, so as to minimize the risk of pro-German influences, they decided to antcipatedly free and send back home detainees from Alsace-Lorraine in the camps of Saint-Rambert-sur-Loire, Lourdes and Paris along with those who had volunteered in the German forces. They were actually expected to be the promoters of France in these recently reconquered provinces. This contribution hopes to prove that the comeback of the Alsace-Lorraine soldiers was massively due to decisions made hastily rather than to a well-planned scheme.